



HOSPICES CIVILS DE LYON
Etablissement support du GHT Rhône Centre
Direction des Achats
Départements marchés & Support
Cellule n° 3 Achats des Produits de Santé
45 rue Villon CS 48283
69373 LYON CEDEX 08
Tél. : 04.72.11.72.16

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES

APPEL D'OFFRES POUR LA FOURNITURE DE DISPOSITIFS MEDICAUX DE TYPE ORTHESES ET PROTHESES SUR MESURE

Cahier des Clauses Administratives Particulières N° P21-063

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 - OBJET DU MARCHÉ	4
1.2 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	5
1.3 - DUREE DU MARCHÉ	6
1.4 – FORME DU MARCHÉ	6
1.5 - EVOLUTION TECHNOLOGIQUE, TECHNIQUE OU REGLEMENTAIRE	7
1.6 - DISPOSITIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE	7
ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	8
ARTICLE 3 : DELAIS D'EXECUTION OU DE LIVRAISON	9
3.1 - DELAIS DE BASE	9
3.2 - PROLONGATION DES DELAIS	9
ARTICLE 4 : CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS :	9
4.1 - IDENTIFICATION DES PERSONNELS DU TITULAIRE	9
4.2 – DISPOSITIF DE SECURITE PROPRE AUX OPERATEURS D'IMPORTANCE VITALE (OIV)	9
4.3 – DISPOSITIFS DE LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE	10
4.4 - CONDITIONS DE LIVRAISON	11
4.5 - CONFIDENTIALITE	11
4.6 - SECURITE	12
4.7 - FICHE DE DONNEES DE SECURITE (FDS)	12
ARTICLE 5 : VERIFICATIONS ET ADMISSION	13
5.1 - OPERATIONS DE VERIFICATION	13
5.2 – ADMISSION	14
ARTICLE 6 : GARANTIE	14
ARTICLE 7 : CONDITIONS DE MAINTENANCE	14
ARTICLE 8 : MARCHANDISES REMISES AU TITULAIRE	14
ARTICLE 9 : GARANTIES FINANCIERES / RETENUE DE GARANTIE	14
ARTICLE 10 : AVANCES	14
ARTICLE 11 : PRIX DU MARCHÉ	15
11.1 - CONTENU DES PRIX DU MARCHÉ	15
11.2 – FORME DES PRIX	15
11.3 - PRIX DE REFERENCE DU MARCHÉ	16
11.4 – FIXATION DES PRIX DU MARCHÉ	16
11.5 – CONDITIONS DE VARIATIONS DES PRIX DU MARCHÉ	17
11.6 - VARIATION DES PRIX DES MEDICAMENTS ET/OU DM : CAS PARTICULIERS	17
11.7 – OFFRE DE PRIX PROMOTIONNELS	17

ARTICLE 12 : MODALITES DE REGLEMENT	18
12.1 - ACOMPTES	18
12.2 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS	18
12.3 - MODE DE REGLEMENT	19
12.4 - ESCOMPTE	19
12.5 - SUIVI DES REGLEMENTS DE FACTURE (HCL)	20
ARTICLE 13 : PENALITES	21
13.1 - GENERALITES	21
13.2 – PENALITES EN CAS DE RUPTURE - EXECUTION PAR DEFAUT	21
13.3 - PENALITES FORFAITAIRE SPECIFIQUE	21
13.4 - PENALITES FICHE DE DONNEES SECURITE (FDS)	22
13.5 - PENALITES POUR RETARD DANS LA REMISE D'INFORMATIONS	22
ARTICLE 14 : ASSURANCES	22
14.1 - RESPONSABILITE	22
14.2 - ASSURANCE	22
ARTICLE 15 : RESILIATION DU MARCHE	22
ARTICLE 16 - CESSION DU MARCHE	23
16.1 - CESSION DU MARCHE EN COURS DE PERIODE CONTRACTUELLE	23
16.2 - CESSION DU MARCHE PAR LA PERSONNE PUBLIQUE	24
ARTICLE 17 : DROIT ET LANGUE	24
ARTICLE 18 : LITIGES	24
ARTICLE 19 : DEROGATIONS AU C.C.A.G. FOURNITURES COURANTES ET SERVICES	24

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Préambule

Les articles L6132-1 à L6132-6, R6132-1 et suivant du Code de la Santé Publique instituent les Groupements Hospitaliers de Territoire (GHT). La convention constitutive du 30 juin 2016 met en place le GHT Rhône Centre regroupant les Hospices Civils de Lyon, désignés **établissement support** et les **établissements parties** suivants :

- Le Centre Hospitalier Gériatrique du Mont d'Or, dont le siège est 6 rue Notre Dame, 69250 Albigny sur Saône ;
- Le Centre Hospitalier de Sainte Foy lès Lyon, dont le siège est 78 chemin de Montray, 69110 Sainte Foy lès Lyon ;
- L'Hôpital intercommunal de Neuville et Fontaines sur Saône dont le siège est 53 chemin de Parenty, 69250 Neuville sur Saône.

Les Hospices Civils de Lyon, en tant qu'établissement support assurent la passation des marchés et de leurs avenants conformément aux dispositions du code de la commande publique ; chaque établissement partie assure l'exécution de ces marchés conformément aux dispositions dudit code.

Au sens du présent document :

- Le code de la commande publique s'entend comme faisant référence aux dispositions :
 - De l'Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique (articles en L)
 - Du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018, portant partie réglementaire du code de la commande publique (articles en R et D)
- Le pouvoir adjudicateur, au sens de l'article 2 du CCAG FCS, est désigné HCL (Hospices Civils de Lyon, établissement support du GHT) ;
- Le titulaire est la société contractante désignée dans l'acte d'engagement, ci-après « le titulaire » ou « le fournisseur » ou « le prestataire » ;
- Les établissements comprennent l'établissement support et les établissements parties du GHT RHONE Centre, bénéficiaires le cas échéant du présent marché.

La notification au titulaire des décisions ou informations des établissements qui fait courir un délai est effectuée essentiellement par échange dématérialisé, notamment par l'intermédiaire du profil acheteur suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Pour cela, le titulaire doit impérativement transmettre une adresse mail valide pendant toute la durée du marché. Il indique cette adresse mail et s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir le Pouvoir Adjudicateur dans les plus brefs délais.

Article premier : Objet du marché - Dispositions générales

1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ont pour objet :

La fourniture de dispositifs médicaux de type orthèses et prothèses sur mesure

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent les établissements hospitaliers suivants :

Lieu(x) d'exécution : voir annexe 4 au CCAP pour le détail des adresses .

- Les Hospices Civils de Lyon, voir annexe 4 au CCAP pour le détail des adresses ;

La nature des fournitures, ainsi que les conditions techniques de leur exécution sont définies au CCTP.

1.2 - Décomposition en tranches et lots

Les prestations sont réparties en lots, selon le détail suivant :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>
1	Orthèses et prothèses plus particulièrement prescrites dans le cadre d'un suivi chirurgical
2	Orthèses, prothèses et corset de maintien vertébral plus particulièrement prescrits dans le cadre d'un suivi medical
3	Collier cervical sur mesure, orthèses du tronc et du membre inferieur, orthèse corset siège destinées à l'adulte et a la pédiatrie
4	Bas et chaussettes de contention sur mesure pour patients en EHPAD long séjour et service de rééducation longue durée
5	Orthèses prothèses sur mesure pour patients hospitalises à l'hôpital Renée Sabran
6	Chaussures et semelles orthopédiques sur mesure.
7	Orthèses crâniennes sur mesure

Les quantités évaluées en fonction d'un recensement des besoins, sont seulement prévisionnelles et annuelles.

Chaque candidat pourra présenter une offre pour tous les lots de la procédure.

L'attribution se fera dans les conditions suivantes :

Chaque lot est attribué séparément.

Il est à noter, pour les lots 1 ,2 et 3, un même candidat ne pourra être attributaire que pour un (1) seul de ces trois lots.

Dans l'hypothèse où un candidat arriverait premier sur plusieurs des lots cités, il lui sera attribué le lot possédant le chiffre d'affaires prévisionnel le plus important, tel que précisé dans le détail des lots ci-dessous :

Détail des lots :

Lot n°1 : Orthèses et prothèses plus particulièrement prescrites dans le cadre d'un suivi chirurgical. Ce lot concerne la fourniture d'orthèses du tronc, orthèses et prothèses des membres inférieurs et supérieurs prescrites dans les services de chirurgie pour des patients nécessitant une immobilisation particulière.

Montant de lot annuel estimatif 540 000€ TTC

Lot n°2 : Orthèses, prothèses et corset de maintien vertébral plus particulièrement prescrits dans le cadre d'un suivi médical. Ce lot concerne la fourniture d'orthèses du tronc, orthèses et prothèses des membres inférieurs et supérieurs prescrites dans les services de médecine pour des patients présentant des pathologies déformantes ou dégénératives.

Montant de lot annuel estimatif 170 000€ TTC

Lot n°3 : Collier cervical sur mesure, orthèses du tronc et du membre inférieur, orthèse corset siège destinées à l'adulte et à la pédiatrie.

Montant de lot annuel estimatif 250 000€ TTC

Lot n°4 : Bas et chaussettes de contention sur mesure pour patients en EHPAD long séjour et service de rééducation longue durée. Ce matériel ne concerne pas les services d'hospitalisation conventionnelle hospitalier (ambulatoires, médecine, chirurgie, réanimation, ...).

Montant de lot annuel estimatif 20 000€ TTC

Lot n°5 : orthèses prothèses sur mesure pour patients hospitalisés à l'hôpital Renée Sabran.

Montant de lot annuel estimatif 20 000€ TTC

Lot n°6 : Chaussures et semelles orthopédiques sur mesure

Montant de lot annuel estimatif 150 000€ TTC

Lot n°7 : Orthèses crâniennes sur mesure

Montant de lot annuel estimatif 115 000€ TTC

1.2 - Durée du marché

Le marché est conclu pour une période ferme de 4 ans à compter du 01/09/2021 ou de la date de notification si celle-ci est postérieure. Fin de marché au 31/08/2025.

En cas d'adhésion des HCL à une campagne nationale d'achat UNIHA, les HCL se réservent le droit de ne pas reconduire les lots concernés pour les périodes de reconduction restantes.

1.4 – Forme du marché

Les prestations font l'objet d'un accord cadre mono attributaire passé en application du code de la commande publique. Il donne lieu à l'émission de bons de commande et est conclu, sans minimum et maximum en **valeur** ou en **quantité**. Les bons de commande seront émis par les établissements au fur et à mesure des besoins.

Chaque bon de commande précise :

- La référence du marché ;
- la nature et la quantité des fournitures à livrer / des prestations à réaliser ;
- la date ou le délai d'exécution ;
- le / les lieux de livraison des fournitures / d'exécution des prestations ;
- le cas échéant, les délais laissés au titulaire pour formuler ses observations.

La transmission des bons de commandes pourra être effectuée par échange dématérialisé.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Concernant les produits pharmaceutiques, seuls les bons de commande signés par un pharmacien régulièrement inscrit à l'Ordre des pharmaciens pourront être honorés par le ou les titulaires. Ceci exclut toute commande issue des unités de soin.

1.5 - Evolution technologique, technique ou réglementaire

En cas d'évolution technologique durant la période d'exécution du marché, le titulaire aura la possibilité, après accord du pharmacien-acheteur de la direction des achats de modifier ou de remplacer les fournitures faisant l'objet du présent marché par des fournitures plus performantes ou plus adaptées aux besoins conformes au cahier des charges, sans supplément de prix.

Dans ce cas le fournisseur est tenu de produire un certificat indiquant :

- d'une part, que cette nouvelle référence se substitue à l'ancienne pour des raisons d'innovation technologique,
- d'autre part, que le prix fixé au marché pour l'ancienne référence est maintenu.

En cas **d'évolution** technologique **majeure**, d'évolution des techniques médicales, de soin, d'analyse dans l'établissement, ou d'évolution réglementaire, l'administration se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité après un préavis de trois mois, par dérogation aux articles 29 à 33 du CCAG FCS.

Dans le cas où les autorités ministérielles et/ou médico pharmaceutiques déclareraient les produits nuisibles à la santé publique ou inutiles aux traitements des patients l'administration se réserve le droit d'arrêter tout approvisionnement et de demander au fournisseur de reprendre les stocks inutilisés en cause, sans que le fournisseur ne puisse prétendre à indemnité par dérogation aux articles 29 à 33 du CCAG FCS.

1.6 - Dispositions relatives à la sous-traitance

Pour les marchés de fournitures comportant des services ou des travaux de pose, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public. Il convient toutefois, d'avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, est payé directement, pour la partie du marché public dont il assure l'exécution.

Le présent marché pourra être résilié pour faute si le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance.

Article 2 : Pièces constitutives du marché

En dérogation à l'article 4.1. du CCAG FCS, le marché est constitué et régi par les documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- **L'acte d'engagement et ses/son éventuelle(s) annexe(s) financière(s) résultant de dernières modifications éventuelles opérées par avenant**
- **Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) n° P21_063 et ses annexes**, dont l'exemplaire original conservé dans les archives des HCL fait seul foi
 - Annexe 1 : CCAP Annexe 1 Info HCL Facturation 2020
 - Annexe 2 : CCAP_Annexe 2_Risques généraux
 - Annexe 3 : CCAP_Annexe 3_Liste pharmaciens et PUI
 - Annexe 4 : CCAP_Annexe 4_Adresse Etablissements.
- **Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes**, dont l'exemplaire original conservé dans les archives des HCL fait seul foi
 - Annexe 1 : CCTP_ANNEXE 1 Catalogue des besoins
 - Annexe 2 : CCTP_ANNEXE 2_Prestations Fournisseur
- **Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.), Arrêté du 19 janvier 2009 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services JO n°0066 du 19 mars 2009 et son annexe.** Ce dernier document, d'ordre général, n'est pas joint au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter.
- L'offre technique du titulaire comprenant un répertoire « documents techniques » comprenant les fiches techniques, les fiches de données et de sécurité, le cahier de réponse en version Excel, les documentations techniques (avec modes d'emploi, manuels techniques, fiches descriptives), les documents type « plaquettes commerciales », les documents relatifs à la maintenance (protocole, procédure...) et le mémoire technique dans lequel les candidats présenteront leur société et les moyens mis en place pour répondre au marché (effectif, organisation, ...). Ce sont les éléments présentés dans ce mémoire technique qui seront utilisés pour évaluer le « critère qualité » des offres lors de l'analyse.

Toute clause, portée dans le(s) catalogue(s), tarif(s) du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, celles-ci prévalent dans l'ordre où elles sont énumérés ci-dessus.

Article 3 : Délais d'exécution ou de livraison

3.1 - Délais de base

Les délais d'exécution des prestations sont indiqués à l'article 1.4 du CCAP et partent de la date de réception par le titulaire du bon de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

3.2 - Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par les HCL dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G. F.C.S.

Article 4 : Conditions générales d'exécution des prestations :

4.1 - Identification des personnels du titulaire

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par son personnel présent dans l'enceinte des Hospices Civils de Lyon (bâtiments administratifs et sites hospitaliers) un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur (badge nominatif avec photo et logo de la société titulaire du marché).

Le titulaire avise ses sous-traitants de l'obligation de respecter l'exigence susvisée. Il reste responsable du respect de celle-ci pendant toute la durée du marché.

4.2 – Dispositif de sécurité propre aux opérateurs d'importance vitale (OIV)

En application de l'instruction générale interministérielle 6 600 du 7 janvier 2014, les Hospices Civils de Lyon (HCL), en leur qualité d'Opérateur d'Importance Vitale (OIV), se réservent le droit de requérir l'avis de l'autorité administrative, avant d'autoriser l'accès des personnels du titulaire du marché aux bâtiments, locaux et installations des Hospices Civils de Lyon.

A cette fin, les HCL exigent du titulaire du marché de lui remettre dans un délai maximum de 8 jours suivant la notification du marché la liste exhaustive des personnels susceptibles d'accéder aux bâtiments et installations des Hospices Civils de Lyon comportant les informations suivantes :

- Nom et prénom(s) ;
- Date et lieu de naissance ;
- Domicile actuel ;
- Nom de l'employeur (si différent du contractant, exemple de la sous-traitance) ;
- Profession.

La liste est adressée au Département Prévention et Sécurité Générale (DPSG) des HCL par mail à l'adresse suivante avec accusé de lecture et de réception : eric.tabouret@chu-lyon.fr. Toute liste sera systématiquement transmise par le DPSG des HCL à l'autorité administrative compétente.

De même, en cas de remplacement de son personnel, le titulaire du marché s'engage à adresser la liste des nouveaux personnels qu'il souhaite voir accéder aux bâtiments, locaux et installations des Hospices Civils de Lyon au moins un mois avant la venue effective des personnes considérées.

Le titulaire avise ses sous-traitants de l'obligation de respecter l'exigence susvisée. Il reste responsable du respect de celle-ci pendant toute la durée du marché.

Les HCL notifieront, par écrit, à la personne concernée qu'ils ont sollicité l'avis de l'autorité administrative quant à son accès aux bâtiments des HCL et que, dans ce cadre, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, elle fait l'objet d'une enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun fait ne la concernant n'est « incompatible » avec l'accès envisagé.

Les HCL se réservent le droit, à la suite de l'enquête administrative, de refuser l'accès à tout ou partie des bâtiments et installations à la personne considérée si l'avis émis par le Préfet précise que ses caractéristiques sont « incompatibles ». Le titulaire du marché est alors informé par les HCL de cette situation dans les plus brefs délais.

L'avis formulé par l'autorité administrative est valable pour une durée de trois ans. Ce délai doit être entendu comme le terme avant lequel les HCL ne solliciteront pas à nouveau l'administration pour l'accès de la même personne.

Néanmoins, si les conditions nécessaires à la délivrance de l'avis évoluent, c'est-à-dire que des changements radicaux de situation ou de comportement sont notés par les Hospices Civils de Lyon, ils peuvent solliciter un nouvel avis de l'administration qui jugera de l'opportunité de conduire à nouveau une enquête.

Tout manquement constaté ou non-respect d'une des règles énoncées ci-dessus entraînera automatiquement la déclaration par les HCL d'une situation d'anomalie en matière de sécurité auprès des services préfectoraux.

Le titulaire du marché est informé que des contrôles et audits peuvent être menés par les Hospices Civils de Lyon par les représentants du Département Prévention et Sécurité Générale des HCL.

4.3 – Dispositifs de lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire est tenu de fournir aux HCL, avant la signature du présent marché et tous les six mois, à compter de la prise d'effet du contrat et jusqu'à la fin de son exécution, les pièces suivantes permettant d'établir que le titulaire s'acquitte des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, établissant qu'il satisfait à ses obligations fiscales et sociales telles que prévues par ces articles.

Les pièces correspondantes à remettre aux HCL sont listées aux articles D. 8222-4 à D. 8222-8 du Code du travail.

En cas de non accomplissement de ces formalités par le titulaire, après mise en demeure de régulariser sa situation restée infructueuse, les HCL pourront résilier le présent marché, sans indemnités aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues au présent CCAP.

Par ailleurs, conformément à l'article 6.1 du CCAG le titulaire doit être en mesure de justifier en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, des obligations prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

4.4 - Conditions de livraison

Préalablement à la livraison au titre du présent marché, le fournisseur s'informerait auprès du pharmacien responsable de chaque site de livraison (coordonnées en annexe 3 du présent CCAP) des dispositions prises en matière de circulation, de stationnement et des mesures adoptées concernant la sécurité à l'occasion des opérations de chargement et de déchargement dans l'établissement.

Les livraisons sont effectuées à l'adresse mentionnée sur le bon de commande.

Toute livraison égarée du fait du non respect de l'adresse de livraison reste à la charge du titulaire et ne peut être facturée aux Hospices Civils de Lyon.

Les bons de livraison comportent au minimum les indications suivantes :

- Identité de l'établissement destinataire
- Identité du fournisseur
- Identité du transporteur
- Désignation et référence de chaque fourniture / prestation
- Prix unitaires de chaque fourniture ou prestation
- Quantité livrée / exécutée
- Nombre de colis - Conditionnements et sous – conditionnements

Les frais de transport des fournitures sont à la charge du titulaire, qui effectue les livraisons **franco de port et d'emballage**, dès le premier Euro.

Le titulaire est responsable du mode de transport de ses fournitures, selon les conditions prévues à l'article 19.3 du CCAG.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de l'article IX du CCTP, qui définit les modalités de fonctionnement et les dispositifs logistiques en vigueur dans chaque établissement des HCL.

Les livraisons devront être effectuées dans un délai de 5 jours maximum à compter de la date de réception du bon de commande par le fournisseur. Si le délai ou la date de livraison sont dépassés, le titulaire encourt les pénalités prévues dans le présent CCAP.

Si le fournisseur n'est pas en mesure de satisfaire la demande il doit obligatoirement en aviser le pharmacien de l'établissement par fax 48 heures au moins avant la date de livraison.

Le titulaire s'engage à fournir, au plus tard à la livraison, toute la documentation, rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et à un fonctionnement correct du matériel livré et à sa maintenance. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

En cas de rejet de fournitures non conformes à la commande ou aux stipulations du marché, les frais de retour sont à la charge du titulaire.

4.5 - Confidentialité

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché. De même que, tout usage ou divulgation d'information relative aux données de santé pourra faire l'objet d'une résiliation du marché au tort du titulaire en application de la clause de résiliation du marché visé au présent CCAP.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés et éventuels sous-traitants.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui auraient confiés les HCL.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts des HCL, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis par ces derniers, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du pouvoir adjudicateur. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité des HCL, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait des HCL ou d'un tiers.

4.6 - Sécurité

Les HCL ont défini, selon les dispositions du Code du Travail – Articles R. 4515-11 à R. 4515-15, une politique de sécurité des personnes lors des interventions d'entreprises extérieures dans leurs établissements.

Cette politique se traduit par l'application de différentes procédures que le titulaire du marché devra respecter conformément aux dispositions de l'annexe 2 du présent CCAP. Les HCL assureront la coordination générale des mesures de prévention relatives aux opérations effectuées sur leurs sites.

Les HCL pourront s'assurer, auprès des salariés du titulaire du marché, de leur connaissance des règles de sécurité retenues dans le Plan de Prévention de l'opération, dans la mesure où ce plan aura préalablement été communiqué au titulaire du marché par les HCL.

Les HCL se réservent la possibilité de suspendre l'exécution de la prestation, si les conditions de sécurité ne sont pas respectées, jusqu'à la mise en oeuvre, par le titulaire du marché, des dispositions correctives nécessaires.

Pour aider le titulaire du marché à mieux intégrer la sécurité dans son offre et en cours d'exécution des prestations, figure en annexe 2 au présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, un document intitulé les «Risques généraux dans les établissements hospitaliers».

4.7 - Fiche de Données de Sécurité (FDS)

Le titulaire du marché doit fournir aux HCL toutes les Fiches de Données de Sécurité (FDS) correspondant aux substances, produits et objets spécifiquement fournis dans le cadre du marché, conformément à la réglementation en vigueur.

Ces FDS doivent être transmises sous format PDF (texte) à l'adresse suivante : hcl.fds@chu-lyon.fr au plus tard dans les quinze jours à compter de la date de notification du marché.

- La taille de chaque message avec les FDS en pièce jointe ne doit pas dépasser 4Mo.
- L'objet du message comporte impérativement le numéro du marché attribué par les HCL.
- Le texte du message comporte les noms et coordonnées (téléphone, mël) de la personne en charge de la diffusion des FDS au sein de la société,
- Les FDS sont impérativement rédigée en français.

Lorsque la taille totale des FDS à transmettre est trop importante pour utiliser la messagerie électronique, le titulaire peut transmettre ces fichiers sur un support physique (CD, DVD, Clé USB) à l'adresse suivante :

HOSPICES CIVILS DE LYON
DIRECTION DES ACHATS
Département Marchés et Support
45 rue VILLON – 69373 LYON Cedex 08

Lors de la mise à jour d'une ou plusieurs FDS, le titulaire du marché doit transmettre les nouveaux documents dans un délai de quinze jours. Les mises à jour peuvent avoir lieu notamment dans les cas suivants :

- changement de réglementation
- modification de FDS par le fabricant
- ajout ou changement de référence dans le marché.

Les FDS transmises doivent correspondre à la totalité des produits fournis aux HCL. Le renvoi vers un site internet ne sera pas pris en considération.

Article 5 : Vérifications et admission

5.1 - Opérations de vérification

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par la personne désignée par l'établissement, au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 22 et 23 du C.C.A.G.-F.C.S.

5.1.1 : Vérifications qualitatives

En cas d'insuffisance touchant à la salubrité, il y aura une décision systématique de rejet.

Si la fourniture ne correspond pas qualitativement aux spécifications du marché ou à la commande régulièrement passée, les Hospices Civils de Lyon ou son représentant pourront :

- soit procéder à l'ajournement ; la fourniture devra alors faire l'objet sous délai des mises au point préconisées.
- soit la refuser ; elle doit être alors immédiatement remplacée après mise en demeure verbale au titulaire.
- soit l'accepter avec réfaction de prix, déterminée d'un commun accord ; le défaut d'accord entraînant le rejet de la fourniture.

5.1.2 : Vérifications quantitatives

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la commande, le gestionnaire de l'établissement pourra mettre le titulaire du marché en demeure :

- soit de reprendre immédiatement l'excédent si la livraison dépasse la commande,
- soit de compléter la livraison, dans le cas contraire, dans les délais qui lui sont prescrits, à concurrence de la quantité totale prévue sur le bon de commande.

5.2 – Admission

Concernant les produits pharmaceutiques, l'admission sera prononcée par le pharmacien ayant signé la commande ou son représentant dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAG FCS.

Les marchandises refusées devront être remplacées dans les huit jours qui suivront la réception de la lettre d'avis de refus.

Article 6 : Garantie

Les prestations sont garanties, à compter du jour de leur admission. Le titulaire a indiqué dans son offre la durée et les conditions spécifiques de garantie de ses fournitures et prestations. La durée de la garantie ne peut en aucun cas être inférieure à un an.

Article 7 : Conditions de maintenance

Sans objet

Article 8 : Marchandises remises au titulaire

Sans objet

Article 9 : Garanties financières / Retenue de garantie

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

Article 10 : Avances

Dès notification de l'acte prescrivant le démarrage, une avance pourra être accordée dans les conditions prévues aux articles R2191-3 et suivants du Code de la Commande Publique, sauf en cas de renonciation au bénéfice de l'avance par le titulaire à l'acte d'engagement.

Le versement de l'avance est conditionné par la constitution d'une garantie à première demande portant sur la totalité de l'avance.

Lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, de règlement partiel définitif ou de solde.

Le remboursement s'impute :

1° Pour les avances inférieures ou égales à 30 % du montant toutes taxes comprises du marché, sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché ;

2° Pour les avances supérieures à 30 % du montant toutes taxes comprises du marché, sur les sommes dues au titulaire dès la première demande de paiement.

Lorsque le montant de l'avance est inférieur à 80 % du montant toutes taxes comprises du marché, son remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du marché.

Dans les autres cas, dans le silence du marché, l'avance est intégralement remboursée lorsque le montant toutes taxes comprises des prestations exécutées atteint le montant de l'avance accordée.

Article 11 : Prix du marché

Seul le Département achats des produits de santé des HCL est habilité au référencement et à la négociation des prix des produits. Par conséquent, toute livraison d'un produit du domaine pharmaceutique n'ayant pas fait l'objet d'une entente de prix avec le Département Achats des Produits de Santé pourra être assimilée à un échantillonnage gracieux.

11.1 - Contenu des prix du marché

Les prix du marché comprennent tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations décrites au présent marché et notamment :

1. Le conditionnement, l'emballage et la manutention,
2. L'assurance,
3. Le stockage,
4. Le transport jusqu'au lieu de livraison,
5. Les frais afférents aux opérations de vérification et à la livraison franco destination sur le territoire français, droits d'autorisation d'exportation et assurance jusqu'au lieu de destination compris,
6. Les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation,
7. Les frais de gestion,

Il ne sera appliqué aucun frais afférent à des minimas de commande que ce soit en quantité ou en valeur.

11.2 – Forme des prix

L'accord-cadre est conclu à prix unitaires HT comme figurant à l'acte d'engagement ou ses annexes.
Les prix unitaires de l'offre sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

11.3 - Prix de référence du marché

Les prix de référence du marché sont les prix unitaires nets HT qui figurent dans le bordereau des prix du marché.

11.4 – Fixation des prix du marché

11.4.1 Condition de fixation des prix du marché

Les prix initiaux du marché figurant au bordereau de prix unitaires (BPU) ou dans l'offre de prix sont établis à la date de remise des offres.

Fixation des prix concernant les médicaments et/ou DM :

Concernant les fournitures soumises à :

- soit une liste des produits et prestations mentionnés à l'article L165-1 du code de la sécurité sociale pris en charge en sus des prestations d'hospitalisation (en sus T2A),
- soit une liste des spécialités pharmaceutiques publiée en application des articles L162-16-5, L162-16-6, et L162-17 du code de la sécurité sociale

Les codes et prix LPPR ou les codes UCD et les tarifs de remboursement, suivant les cas, devront être indiqués par référence sur l'offre de prix.

De plus, les fournitures inscrites sur ces listes seront soumises aux dispositions suivantes :

- * en aucun cas les prix proposés ne pourront excéder ceux fixés par ces listes,
- * la remise consentie sur la base de ces tarifs devra être indiquée clairement.

En cas de changement de code LPPR, le titulaire doit faire parvenir au pouvoir adjudicateur (courriel : pc.services-des-marches@chu-lyon.fr et jean-yves.vadot01@chu-lyon.fr), dans un délai de 3 jours à compter de la parution au Journal Officiel, les informations contenues dans ledit journal et les offres de prix réactualisées au regard du nouveau code LPPR.

11.4.2 : Clause catalogue

Sans objet

11.4.3 : Clause devis-avenant

L'intégration de nouvelles références non prévues au marché s'exécute comme suit :

Un devis transmis par le fournisseur et signé par les HCL (avec indication du n° marché correspondant) et notifié avec une preuve de retrait est équivalent à un avenant. Seuls les prix nouveaux figurant dans le devis-avenant sont intégrés au marché, à l'exclusion de toute clause

générale. Toute nouvelle référence en cours de marché et acceptée par les HCL est intégrée au BPU du marché. Si le marché prévoit une évolution de prix, le BPU est actualisé par le fournisseur sur la base du BPU initial, incrémenté des références commandées au cours du marché. Les évolutions de prix sont conformes à celles du BPU initial. Les HCL peuvent à tout moment demander au fournisseur la mise à jour du BPU dont la contractualisation suivra le principe du devis-avenant décrit ci-dessus.

11.5 – Conditions de Variations des prix du marché

Les prix sont :

- fermes pour toute la durée du marché

11.6 - Variation des prix des médicaments et/ou DM : cas particuliers

Les prix des médicaments rétrocédables (article L.5126-4 du Code de la Santé Publique) ou inscrits à la liste des médicaments ou dispositifs médicaux pris en charge en sus des prestations d'hospitalisation sont ajustables dans les conditions suivantes :

* en cas de modification à la baisse de ces tarifs le nouveau prix fixé par ces listes sera immédiatement appliqué. Si le produit bénéficiait d'une remise avant la modification à la baisse de ces tarifs, la même remise est appliquée sur le nouveau tarif.

Hors fournitures en dépôt-vente, le titulaire du marché fournira, sur demande du pharmacien responsable de l'approvisionnement, un avoir d'un montant correspondant à la différence entre le prix d'achat et le nouveau prix, pour chaque unité détenue en stock dans l'établissement le jour d'application du nouveau prix.

* en cas de modification à la hausse de ces tarifs en cours de période du marché, le prix marché restera inchangé pour la période considérée

* dans le cas où l'inscription d'un produit sur ces listes serait faite en cours de marché, les règles susvisées s'appliquent.

11.7 – Offre de prix promotionnels

Les prix des fournitures, équipements, prestations et produits associés figurant sur l'acte d'engagement du marché ou en annexe peuvent également évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnels mises en place par le titulaire.

Le titulaire doit adresser par écrit au pharmacien-acheteur de la direction des achats des Hospices Civils de Lyon le tarif promotionnel, dans les meilleurs délais. Il donne toutes précisions utiles, et notamment la durée de validité de la promotion et la désignation précise des articles / prestations concernés.

Ces offres de prix promotionnels ne peuvent s'appliquer qu'aux seuls fournitures, prestations, équipements et produits associés figurant au marché.

Les prix promotionnels s'appliquent à l'ensemble des commandes ayant pour objet une fourniture, une prestation, un équipement ou un produit associé faisant l'objet de la promotion et émises dans le cadre du marché

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché, ajustés le cas échéant dans les conditions figurant à l'article 11.1 à 11.4, sont ceux à nouveau en vigueur.

Article 12 : Modalités de règlement

12.1 - Acomptes

Les acomptes sont versés au titulaire dans les conditions des articles 11.2 11.5 et 11.6 du CCAG FCS.

12.2 - Présentation des demandes de paiements

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 du CCAG FCS.

Déclaration de la TVA

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la livraison des fournitures.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne, sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA.

Attendus communs à toutes les factures :

En complément des mentions légales,

- Chaque facture doit comporter :
 - Le **n° de commande** (N° se trouvant sur les bons de commandes HCL) : élément essentiel pour traiter les factures, le **n° de TVA** des HCL est le FR72266900273 (mention légale)
 - Le **code service** de la commande (« SGL » suivi d'un N° à 2 chiffres correspondant à l'adresse de facturation des bons de commandes HCL ; Cf. liste annexe 1 au CCAP) : information dégradée mais essentielle si les HCL n'ont pas transmis de bon de commande ou pour le traitement des avoirs,
- Chaque facture doit faire référence à **une commande et une seule**,
- Chaque facture ou avoir doit comporter les **contacts du titulaire « comptabilité clients »** (Téléphone, fax et/ou mail),
- Le pied de chaque facture doit comporter les **sous-totaux HT par taux de TVA**,
- Chaque avoir ne doit être relatif qu'à **une seule facture**,
- Chaque avoir doit comporter la **référence de la facture** à laquelle il se rapporte.

Informations sur le dépôt des factures électroniques sur le portail Chorus Pro

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, les demandes de paiement doivent progressivement être déposées électroniquement sur le portail mis à disposition par l'Etat Chorus Pro.

Pour obtenir des informations supplémentaires, le titulaire peut se connecter au site d'informations <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Toutes les factures peuvent être déposées sur le SIRET du siège (**26690027300019**) ou sur tout autre SIRET des HCL.

Informations pour l'envoi de factures par courrier (facturation hors obligation réglementaire d'usage du portail Chorus Pro)

Les factures doivent être envoyées en **1 seul exemplaire** à l'adresse de facturation indiquée sur les bons de commandes émis par les HCL.

Recommandations relatives au format des factures «papier» :

- Utilisation d'un format A4
- Couleur d'impression noire
- Grammage du papier ≥ 80g
- Pas de fond ou de fenêtre couleur
- Pas de filigrane
- Pas d'agrafe
- Eviter le recto-verso

Le non-respect de ces dispositions entraînera le rejet de la demande de paiement, avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et avec une nouvelle date.

12.3 - Mode de règlement

Les paiements sont effectués dans les conditions fixées par les règles de la Comptabilité publique.

Le Comptable chargé du paiement est le Receveur des Finances, trésorier de chaque établissement hospitalier. Les modalités de calcul, du délai de paiement, ainsi que le taux des intérêts moratoires et le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, sont fixés par le code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 50 jours à compter de la date la plus récente entre la date du service fait (réception, réalisation ...) et la date de réception de la demande de paiement.

12.4 - Escompte

Pour l'application d'escomptes sur les factures au cas de paiement selon un délai réduit, et dans l'hypothèse où le taux d'escompte proposé sera retenu, les HCL décident et pourvoient à leur mise en œuvre, directement avec le titulaire par le biais d'une convention.

L'escompte fait l'objet d'un titre de recette par les HCL. Il ne peut faire l'objet d'une remise sur facture. Au regard du montant de l'escompte, un titre de recette sera émis par la Direction des Affaires Financières, établi trimestriellement, semestriellement ou annuellement. Il est transmis par le comptable. Il appartiendra à l'opérateur économique de le régler par tous moyens à sa convenance (Virement, carte bancaire, chèque ou espèces).

L'offre d'escompte est garantie dans la mesure où seules les factures ayant respecté le délai global de paiement convenu sont prises en compte dans l'émission du titre de recette. Par contre, le dépassement du délai n'ouvre pas droit à des intérêts moratoires pour retard de paiement, qui légalement ne peuvent se déclencher qu'au-delà de 50 jours.

Les bornes prises en compte dans le calcul des délais sont les suivantes, quel que soit le marché concerné :

Borne de départ - La date de début du délai global de paiement est la plus récente des dates entre :

- La date de réception des factures aux HCL (date de dépôt de la facture sur le portail Chorus-Pro ou date de réception de la facture au CSP (Service de facturation fournisseurs des HCL))
- La date du PV de réception du bien ou du service faisant l'objet d'une validation de la part des HCL

Borne d'arrivée - La date de fin du délai global de paiement est :

- La date de débit du compte bancaire des HCL (A laquelle il faut ajouter un délai maximum de 3 jours pour que le crédit soit visible sur le compte bancaire du titulaire)

12.5 - Suivi des règlements de facture (HCL)

Le titulaire du marché a la possibilité de suivre en ligne le règlement de ses factures par le comptable public suivant les modalités suivantes :

Dans tous les cas factures format papier ou dématérialisé :

Le titulaire peut consulter ses factures pour lesquelles une demande de paiement a été effectuée vers le Comptable public (avec une date prévisionnelle de paiement) et le mandat émis.

- Si le titulaire est adhérent au portail HCL, il se rendra sur <http://fournisseurs.chu-lyon.fr>
- Si le titulaire n'est pas adhérent, il contactera la Direction des Affaires Financières HCL pour obtenir un identifiant de connexion :
 - Tél. : 04 72 40 74 32 ou 04 72 40 74 28
 - Courriel : sa-daf.tiers@chu-lyon.fr

Si la facture n'apparaît pas sur le portail HCL, le titulaire peut contacter le CSP Factures Fournisseurs

- Tél : 04 72 11 11 11
- Courriel : csp@chu-lyon.fr

Concernant les factures au format électronique via le portail Chorus Pro :

- le site de l'AIFE (<https://chorus-pro.gouv.fr>) permet de connaître les statuts potentiellement disponibles,
- Provisoirement,
 - Pour les HCL, seul le statut de la mise en paiement sera actualisé par la Recette des Finances,

- Les éventuels litiges de facturation continueront être transmis au titulaire par mail ou fax.

Article 13 : Pénalités

13.1 - Généralités

Toutes les pénalités prévues au marché sont appliquées au titulaire sur simple constat, sans mise en demeure préalable. Il appartient au titulaire d'apporter le cas échéant la preuve de l'existence d'un événement exonératoire de sa responsabilité justifiant la remise des pénalités.

Le pouvoir adjudicateur peut en outre réclamer au titulaire les sommes correspondant aux frais engagés pour pallier les défaillances du titulaire.

13.2 – Pénalités en cas de rupture - exécution par défaut

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, la procédure suivante s'applique en cas de rupture d'approvisionnement :

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus aux marchés ou sur le bon de commande, il informera sans délai et par écrit les HCL jean-yves.vadot01@chu-lyon.fr et pc.services-des-marches@chu-lyon.fr de son impossibilité de livraison ainsi que de la date prévisionnelle de reprise de livraison.

Le titulaire devra proposer aux conditions du présent marché, le produit de substitution, ce dernier étant conforme au cahier des charges. Le surcoût généré par cette rupture sera totalement à la charge du titulaire. Il devra également assurer la formation et la compatibilité du produit à la demande du pouvoir adjudicateur.

En aucun cas la substitution ne pourra se faire sans l'accord écrit préalable du pharmacien acheteur en charge du contrat ou à défaut l'accord écrit préalable des pharmaciens de sites /pharmaciens Pharmacie Centrale concernés.

En cas d'absence de proposition d'un produit de substitution, les HCL se réservent le droit de s'approvisionner auprès d'un fournisseur tiers, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant. Cette mesure s'applique en dehors de toute décision de résiliation.

Le titulaire devra confirmer par écrit la reprise effective des approvisionnements, à défaut les HCL ne pourront être tenus pour responsables d'un prolongement de l'approvisionnement chez un autre fournisseur, et le titulaire du marché en supportera les conséquences financières.

13.3 - Pénalités forfaitaire spécifique

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G.-F.C.S, des pénalités forfaitaires de 300€ net de taxes pourront être appliquées pour les dysfonctionnements suivants :

- Fourniture d'une orthèse prothèse hors périmètre du contrat (site HCL et/ou services de soins et/ou type d'appareillage) sans accord préalable de la Direction des Achats Produits de santé,
- Défaut dans la prestation ou les délais de prestation non conformes à ceux contractualisés avec le fournisseur,
- Délégation de tout ou partie de la prestation au personnel des HCL sans accord préalable du cadre de proximité, concerne notamment mais non exclusivement les prises de mesures,

- Non-respect des règles d'identification du personnel du titulaire intervenant dans l'enceinte des Hospices Civils de Lyon,
- Non prise de contact préalable avec les équipes soignantes lors des interventions (récupération de prescriptions, interventions pour prises de mesures, essayage, modifications d'appareillages, ...)

Ces pénalités sont plafonnées à 3 000 € par période de 12 mois à compter du début d'exécution des marchés.

13.4 - Pénalités Fiche de Données Sécurité (FDS)

Sans objet

13.5 - Pénalités pour retard dans la remise d'informations

Sans objet

Article 14 : Assurances

14.1 - Responsabilité

Au titre du présent marché, le titulaire reste seul responsable de tous les dommages (corporels, matériels, immatériels...), résultant de l'exécution des prestations qui lui incombent, que ces dommages soient causés à des tiers ou aux Hospices Civils de Lyon.

14.2 - Assurance

Avant tout commencement d'exécution de la prestation, le titulaire du marché doit justifier qu'il dispose d'un contrat d'assurance en cours de validité auprès d'une société d'assurance notoirement solvable, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en application de l'article « Responsabilité » susvisé, y compris celles résultant de dommages immatériels consécutifs.

Article 15 : Résiliation du marché

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution du marché avant son terme :

- soit dans le cas de circonstances particulières mentionnées à l'article 30 du CCAG-FCS,
- soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 31 du CCAG-FCS,
- soit pour faute du titulaire :
 - dans les conditions prévues à l'article 32 et 36 du CCAG-FCS ;
 - en cas de manquements à ses obligations contractuelles ;
 - en cas de non accomplissement par le titulaire des formalités prévues par l'article 4.3. – *dispositifs de lutte contre le travail dissimulé* - du présent CCAP ;
 - si les HCL décèlent une dégradation de la qualité des produits de nature à les rendre impropres à l'utilisation prévue aux marchés.

Conformément aux articles 32 et 36 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, les HCL se réservent le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

En cas de résiliation du marché aux torts du titulaire, une mise en demeure préalable, assortie d'un délai d'exécution, sera adressée au titulaire.

Cette procédure contradictoire ne sera toutefois pas appliquée en cas de faute du titulaire d'une exceptionnelle gravité justifiant, au regard de ses conséquences potentielles ou avérées sur le fonctionnement du service public hospitalier, qu'il soit immédiatement mis fin à l'exécution du contrat.

En dehors des cas visés à l'article 31.2 du CCAG-FCS, aucune indemnité n'est accordée au titulaire dans les cas de résiliation susvisés.

Le pouvoir adjudicateur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général.

Par dérogation à l'article 33 du CCAG FCS, il ne sera pas accordé d'indemnité au titulaire en cas de résiliation pour motif d'intérêt général.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Article 16 - Cession du marché

16.1 - Cession du marché en cours de période contractuelle

Le Titulaire s'interdit de céder tout ou partie des droits et obligations nés du présent marché à un tiers quelconque sans autorisation préalable des HCL.

Le cessionnaire pressenti devra :

- avoir la capacité et les pouvoirs requis pour devenir partie au présent marché et exécuter les obligations à la charge du Titulaire ;
- présenter des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci.

La cession étant subordonnée à l'autorisation prévue au présent article, les HCL se réservent le droit de refuser la cession si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises et exposées ci-dessus.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire devra préciser :

- Les garanties techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci ;
- La forme, la dénomination sociale, l'adresse du siège social et l'identité des mandataires sociaux du cessionnaire ;
- La date à laquelle la cession doit intervenir.

Les HCL devront se prononcer sur l'agrément du cessionnaire au plus tard vingt (20) jours ouvrés après réception de la demande d'agrément, étant précisé que les HCL ne pourront refuser une demande d'agrément si le cessionnaire pressenti présente les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

Dans tous les cas, le Titulaire respectera ses engagements contractuels.

16.2 - Cession du marché par la personne publique

Il est expressément convenu que, si à un moment quelconque au cours de la période contractuelle, il se produit un changement de statut ou une transformation (quelle qu'en soit la nature) des HCL, ceux-ci s'engagent à en avertir le Titulaire par écrit avec le plus grand degré de détails possible, la cause et la nature de ce changement ou cette transformation et ses conséquences.

Si les changements ou transformations indiquées précédemment le nécessitent, le présent marché et tout autre document contractuel auquel les HCL sont parties seront cédés par ces derniers à une nouvelle entité juridique et le présent marché sera poursuivi avec celle-ci sans que cela puisse donner lieu à un renchérissement ou un alourdissement quelconque des obligations du Titulaire ou à une atteinte aux droits qui sont les siens au titre du présent marché.

Article 17 : Droit et Langue

En cas de litige et de contentieux, le droit français est seul applicable.

Tous les documents, fiches techniques, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Article 18 : Litiges

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de LYON est seul compétent en cas de litige.

Dans le cadre de la signature de la charte relations inter-entreprises, les HCL s'engagent à adopter des pratiques responsables vis-à-vis de leurs fournisseurs. Dans le cas d'un litige avec l'entité HCL en cours d'exécution du marché, vous pouvez vous adresser à da.villon-mediateur@chu-lyon.fr.

Article 19 : Dérogations au C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services

L'article 1.5 déroge aux articles 29 à 33 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services

L'article 2 déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services.

Les articles 13.2 et 13.3 dérogent à l'article 14 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services

L'article 15 déroge à l'article 33 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services